



Communiqué de presse

Mardi, 27 novembre 2012

Louis Michel: "Seule une solution régionale permettra une sortie de crise" en RDC

Seule une solution inclusive et régionale, réunissant les présidents de la République démocratique du Congo (RDC), du Rwanda, du Congo-Brazzaville et de l'Ouganda permettra une sortie de crise du conflit de l'Est de la RDC, a déclaré Louis Michel, Co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, ce mardi durant l'ouverture de la 24ème session de l'assemblée à Paramaribo (Suriname). Il a plaidé pour une "réforme en profondeur du système sécuritaire" en RDC.

La mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) doit "utiliser tous les moyens nécessaires pour assurer la protection des populations," a souligné M. Michel (ALDE, BE). "La mise en place d'un dialogue permanent entre les pays de la région, particulièrement entre la RDC et le Rwanda," doit être soutenue par la communauté internationale, a-t-il ajouté. Il a exhorté : "il est plus que temps de trouver des solutions structurelles aux problèmes des deux Kivus".

L'Assemblée paritaire des membres du Parlement européen et de leurs homologues des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique débat cette semaine de la situation actuelle dans la région des Grands Lacs, au Mali et en Somalie. Les députés débattront également de l'entrepreneuriat fondé sur les technologies de l'information et de la communication, de l'importance de l'accès à l'énergie et des objectifs du Millénaire pour le développement de l'après 2015. L'Assemblée adoptera ses résolutions ce jeudi.

Madagascar: il faut agir

Des élections libres, crédibles et démocratiques à Madagascar ne seront possibles que si la neutralité de la transition politique, le retour des exilés, et la participation de tous à l'élection présidentielle seront garanties, a dit M. Michel. Il a exhorté la SADC à "prendre toutes les mesures nécessaires, "y compris le "recours aux sanctions", pour une application intégrale de la feuille de route.

Mission d'enquête de l'APP au Mali début 2013

La communauté internationale doit accompagner la "résolution de la crise au Nord du Mali et assurer la stabilité du gouvernement central à Bamako," a déclaré le Co-président ACP de l'Assemblée, Musikari Kombo (Kenya). "Les organisations terroristes doivent être neutralisées de manière efficace," a-t-il poursuivi. Il a aussi, tout comme M. Michel, appelé l'Algérie à jouer un rôle plus actif, notamment en ce qui concerne l'arrêt de la fourniture d'armes aux rebelles au Mali.

Le Bureau de l'APP a décidé d'envoyer une mission d'enquête à Bamako fin janvier prochain.

Accords de partenariat économique: davantage que du commerce

Les accords de partenariat économique (APE) entre les pays ACP et l'UE, censés remplacer le système de tarifs commerciaux préférentiels, "doivent être utilisés comme instruments de développement," a estimé M. Kombo. Il s'est demandé si l'une des raisons pour lesquelles les négociations avaient traîné si longtemps n'était pas que "les négociateurs de l'UE avaient été obsédés par un agenda étroit de la libéralisation axée uniquement sur les aspects commerciaux."

M. Michel a pour sa part souligné que la région des Caraïbes, la première à mettre en place un APE complet, avait "compris que seul un accord accompagné de l'aide adéquate peut dynamiser ses échanges avec l'UE et leurs voisins."

La Présidente de l'Assemblée nationale du Suriname, Drs. Jennifer Geerlings-Simons, s'est félicitée du fait que la tenue de l'APP au Suriname en fait définitivement un pays indépendant aux yeux du monde entier. Elle a aussi exhorté à la recherche de "nouvelles voies pour une croissance future vers des sociétés et un monde plus soutenables, dans tous les sens du terme."

L'Assemblée parlementaire paritaire (APP) ACP-UE rassemble des représentants élus de l'Union européenne et des pays ACP, à savoir des députés européens et des parlementaires des 78 États à avoir signé l'accord de Cotonou, qui est la base de la coopération au développement ACP-UE.

Parmi les autres points à l'ordre du jour au Suriname figurent les débats avec Emmanuel Nganou Djoumessi, ministre de l'économie, du planning et du développement régional du Cameroun, Erato Kozakou-Marcoullis, ministre des affaires étrangères de Chypre pour la présidence du Conseil de l'UE et les représentants de la Commission. Ils vont également débattre de l'avenir du partenariat ACP-UE après 2020 et de Cuba.

L'Assemblée votera jeudi 29 novembre sur trois résolutions portant sur:

- "Répondre à la crise politique et humanitaire en Somalie: les défis pour l'Union européenne et le Groupe ACP," co-rapporteurs Véronique De Keyser (S&D, BE) et Ali Soubaneh (Djibouti)
- "L'entrepreneuriat fondé sur les technologies de l'information et de la communication (TIC): incidence sur le développement des pays ACP," co-rapporteurs Rabindre T. Parmessar (Suriname) et Younous Omarjee (GUE/NGL, FR)
- "Importance de l'accès à l'énergie pour le développement économique et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement," co-rapporteurs Manuel Jiménez (République dominicaine) et Horst Schnellhardt (PPE, DE)

Liste des orateurs:

Louis MICHEL, Co-Président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE
Musikari KOMBO, Co-Président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE
Jennifer Geerlings-Simons, Présidente de l'Assemblée nationale du Suriname

Lieu:

Kamer van Koophandel en Fabrieken (KKF), Prof. W.J.A. Kernkampweg 37, Paramaribo, Suriname

Liens:

[Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE](#)
[Suivez-nous sur Twitter](#) (hashtag #ACPEU)

Contacts:

Marjory VAN DEN BROEKE Chef de l'Unité Presse du PE ☎ : +32 498 98 35 86 (Belgium) ☎ : +597 8730778 (Suriname) ✉ : marjory.vandenbroeke@europarl.europa.eu	Vaclav LEBEDA Service de Presse du PE ☎ : +32 498 98 33 27 (Belgium) ☎ : +597 8730026 (Suriname) ✉ : vaclav.lebeda@europarl.europa.eu
<i>Direction des Médias - DG Communication</i> PARLEMENT EUROPEEN	